

ASS/GF/II/MG



2026-16

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 24 FÉVRIER 2026**

<b>OBJET : AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES COMMERCANTS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE – DEUXIÈME PHASE</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 18 février 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-quatre février à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD, M. Denis PROVENT, Mme Corinne ROLLAND

Étaient absents :

M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Laurent ROUGÉ, Mme Valérie FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD et Mme Marion FORATO à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : William COMBES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Vu le Code de justice administrative,  
Vu les articles L. 410-1 à L. 432-1 du Code des relations entre le public et l'administration,  
Vu les articles 2044 à 2052 du Code civil relatifs aux transactions,  
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,  
Vu la délibération n° 2024-003 du 23 janvier 2024 portant création de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République et de son règlement de fonctionnement,  
Vu la délibération n° 2024-047 du 27 mars 2024 portant modification de la composition de la commission de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République,  
Vu les procès-verbaux des réunions de la Commission d'indemnisation des commerçants du Cours de la République en date du 28 novembre 2025 et du 30 janvier 2026,

La commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES a mis en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains qui se trouvent intégrés dans le périmètre des travaux du Cours de la République. Cette instance consultative et impartiale a pour mission de leur permettre de demander une réparation des troubles pouvant être générés par ces travaux, dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la jurisprudence du Conseil d'État, les dommages qui sont susceptibles d'être indemnisés sont ceux qui dépassent les contraintes générales et normales auxquelles les commerçants et professionnels riverains des voies publiques concernées sont soumis. Ces derniers ont reçu de la part de la municipalité un dossier de demande avec la liste des pièces justificatives à fournir. Ce dossier était également téléchargeable depuis le site internet de la commune et devait être retourné au plus tard le 27 septembre 2025 à minuit.

À la suite de la remise des dossiers de demande d'indemnisation, la commission d'indemnisation amiable s'est réunie le 28 novembre 2025 et le 30 janvier dernier, pour se prononcer sur la recevabilité des demandes, et pour procéder aux calculs des montants devant constituer les indemnités proposées. La commission a statué sur les dommages subis pendant la deuxième phase des travaux, soit du 16 septembre 2024 au 11 juillet 2025. La charge de la preuve du préjudice incombe aux commerçants qui s'estiment lésés, c'est pourquoi la commission s'est d'abord prononcée sur la recevabilité de chaque demande en analysant les pièces des dossiers (documents comptables ou administratifs) attestant de manière évidente une baisse d'activité importante et directement liée aux travaux du Cours de la République, mettant en cause la viabilité de l'entreprise. Lors des réunions, les dossiers des entreprises suivantes ont été examinés :

- SARL « GASTON VIANDES »
- EI « TABAC LES GAMBÉ »
- SIAP « L'ATELIER DU GOURMET »
- SARL « CLAUDINE »
- SAS « ELAU »
- SARL « AUDOPTIQUE »
- EI « YVES ROCHER »
- SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID »
- SAS « LE CONTI »
- SARL « MVIE »
- SAS « MODERN COIFFURE »
- SELARL « PHARMACIE NOUVELLE »

La commission, sous l'autorité de son Président, magistrat honoraire, a examiné la recevabilité des dossiers d'une part et a procédé aux calculs des montants d'indemnités proposés aux demandeurs d'autre part, en prenant en compte la baisse attestée du chiffre d'affaires des entreprises, minorée d'un coefficient de 20 % ou de 30 %. L'analyse de certains des dossiers devant être complétés après examen par la commission le 28

novembre, a été finalisée lors de la réunion du 30 janvier. Les avis de la commission relatifs à la passation d'un protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité par la commune avec chaque demandeur sont les suivants :

-SARL « GASTON VIANDES » : ne peut prétendre à **aucune indemnisation** du fait de la 2<sup>ème</sup> tranche de travaux, le lien de causalité entre ceux-ci et une baisse relative du chiffre d'affaires n'étant pas établi. De plus, le commerce est situé loin du site des travaux.

-SARL « TABAC LES GAMBÉ » : le commerce a subi un fort impact, notamment du fait des fouilles archéologiques et d'un accès totalement impossible par 4 fois. L'activité pendant les travaux a donc été difficile à très difficile. Mais le commerce devrait bénéficier des travaux dans l'avenir. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnisation de **6 941,00 euros**.

-EURL S.I.A.P « ATELIER DU GOURMET » : l'établissement a été très fortement impacté du fait du stationnement d'engins de travaux sur la période allant du 26 mai à fin juin 2025. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnisation de **4 070,00 euros**.

-SARL « CLAUDINE » : l'impact des travaux de la 2<sup>e</sup> phase sur la rue Guynemer est plus important que pour la 1<sup>ère</sup> phase. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnisation de **1 623,00 euros**.

-SAS « ELAU » : l'activité a été à plusieurs reprises nécessairement et fortement compromise lors de l'exécution de la 2<sup>ème</sup> tranche, tant du fait des fouilles archéologiques que des travaux d'aménagements successifs. Le commerce a dû être même complètement arrêté pendant une semaine. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnisation de **24 202,00 euros**.

-SARL « AUDOPTIQUE » : la demande de ce commerçant lors de la 1<sup>ère</sup> tranche des travaux avait été jugée irrecevable. La nouvelle demande a été présentée dans les délais. Les membres de la Commission s'accordent à constater que les travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche, compte tenu de leur nature, de leur durée et de leurs conséquences sur la circulation en centre-ville, notamment du fait de la fermeture totale de la rue Guynemer en fin de chantier, ont eu cette fois un fort impact sur l'activité d'optique, photographie et acoustique du commerce situé au 4 de l'avenue Wilson. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnité de **5 953 euros**.

-EI « YVES ROCHER » : dans son avis du 11 décembre 2024, la commission avait estimé que le commerce, situé au 53 cours Lapeyrouse, à proximité du Cours de la République, avait subi l'impact des travaux de la 1<sup>ère</sup> tranche. En ce qui concerne les travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche, la Commission juge qu'il y a eu un impact sur l'activité en raison des conditions difficiles de circulation dans le centre-ville, toutefois sans qu'il y ait eu aucune coupure de la voie sur laquelle le commerce est situé. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnité de **2 217 euros**.

-SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID » : le dossier concernant la 2<sup>ème</sup> tranche de travaux avait été jugé encore incomplet lors de la séance du 28 novembre 2025. La commission a invité en conséquence le gestionnaire à produire des pièces complémentaires. Toutefois, l'examen de l'ensemble des pièces produites ne montre pas une perte d'exploitation significative sur la période de janvier à juin 2025, période à laquelle il a commencé à exploiter l'établissement, par rapport à l'historique du chiffre d'affaires du magasin réalisé par son prédécesseur entre 2021 et 2023. Il manque aussi des explications ou un commentaire d'un expert-comptable pour exploiter les documents relatifs aux mouvements de régularisation ainsi qu'aux rubriques du chiffre d'affaires réalisé entre septembre 2024 et juillet 2025. Au total, les membres de la commission s'accordent à constater que le gestionnaire n'apporte pas la preuve d'une baisse du chiffre d'affaires sur la période des travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche, non plus que sur la perte sèche de marchandises qu'il dit avoir subi. La Commission ne propose **aucune**

**indemnisation**, la demande étant irrecevable faute de preuve d'un impact significatif des travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche sur l'activité du commerce.

-SASU « LE CONTI » : une attestation établie par l'expert-comptable met en évidence une augmentation du chiffre d'affaires sur la période de septembre 2024 à juillet 2025 (travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche) par rapport à la période de septembre 2023 à juillet 2024. Il est précisé dans la nouvelle demande que cette augmentation s'explique par la mise en place d'un service de restauration le mercredi et le samedi pour compenser le manque à gagner lié aux travaux, sans préciser à quelle date il a repris cette activité. Néanmoins, la commission constate que l'impact des travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche est incontestable sur cette activité et valide la perte de chiffre d'affaires sur la période septembre 2024/juillet 2025 par rapport à la moyenne du chiffre d'affaires calculée sur une période de référence allant de septembre 2022 à juillet 2024. Dans ces conditions, la commission estime qu'il convient d'appliquer un abattement de 30 % pour neutraliser l'impact sur le chiffre d'affaires de la reprise de l'activité de restauration, en plus du coefficient de minoration applicable à toute demande en matière de travaux publics. Le gestionnaire peut prétendre à une indemnisation de **4 490 euros**.

-SARL « MVIE » : l'impact des travaux a été certainement très fort du fait de la situation de cet établissement de restauration traditionnelle-snack-brasserie. Lors de la réunion du 28 novembre, la commission avait estimé qu'en l'absence de documents probants permettant d'apprécier l'impact des travaux de la 2<sup>ème</sup> tranche, il n'était pas possible pour elle de se prononcer. La Commission a ensuite demandé à la gestionnaire de produire des documents comptables relatifs à l'activité de son prédécesseur. Cependant, les documents complémentaires présentés sont relatifs à la période 2020 à 2022 et ne peuvent être utilement pris en compte par rapport à sa propre activité débutée en décembre 2024, de plus dans des conditions d'exploitation très différentes. Compte tenu de ce que la gestionnaire a fait état d'une perte de marchandises de 1 603 euros HT, la commission propose une indemnisation de **1 700,00 euros**.

-SAS « MODERN COIFFURE » : demande déposée le 27 octobre 2025 pour obtenir une « aide financière ou une mesure compensatoire » et limiter les conséquences économiques du fait des travaux entrepris dans la rue Guynemer. Malgré plusieurs demandes de pièces complémentaires indispensables, le gestionnaire n'a pas produit les documents demandés. La Commission a estimé que sa **demande n'était pas recevable faute d'éléments produits à l'appui**.

-SELARL « PHARMACIE NOUVELLE » : après avoir dès le 16 septembre 2025 demandé à retirer un dossier d'indemnisation « par suite des travaux du centre-ville », la gestionnaire a fait savoir le 8 janvier 2026 qu'elle ne transmettrait pas de dossier d'indemnisation, étant toujours dans l'attente du retour de son comptable à ce sujet. En conséquence, la Commission ne peut émettre **aucune proposition d'indemnisation**.

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du Cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation litigieuse impliquée par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.

**2/ D'autoriser M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.**

**3/ De dire que les sommes correspondant aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2026 de la commune.**

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**Et décide :**

**1/ D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.**

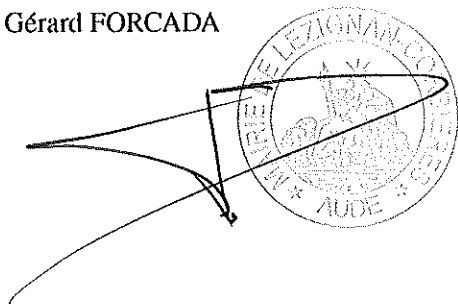
**2/ D'autoriser M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.**

**3/ De dire que les sommes correspondant aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2026 de la commune.**

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**  
Gérard FORCADA



**Le secrétaire de séance**  
William COMBES

